

*Notice interne du Chef du Département politique, M. Petitpierre**[Berne,] 6 novembre 1956*

J'ai reçu successivement les Ambassadeurs de Grande-Bretagne¹, des Etats-Unis d'Amérique², de France³, le Chargé d'Affaires de l'Inde⁴ et l'Ambassadeur de l'Union soviétique⁵.

J'ai exposé à mes interlocuteurs les raisons qui avaient engagé le Conseil fédéral à prendre une initiative⁶. J'ai précisé que notre démarche était spontanée et qu'elle n'avait été inspirée par personne ni par aucun Gouvernement.

Aucun de mes interlocuteurs n'a fait de commentaires, si ce n'est le Chargé d'affaires de l'Inde, qui m'a déclaré que son Gouvernement serait sans doute favorable à l'initiative du Gouvernement suisse, étant donné qu'il partage son désir de sauvegarder la paix.

L'Ambassadeur de France m'a paru le plus réticent. Il s'est dit attristé du communiqué donné dimanche par le Conseil fédéral, dont il semble ressortir que les événements de Hongrie⁷ et de Suez⁸ sont mis sur le même pied. Je lui ai répondu qu'étant donné la mission dont la Suisse s'est chargée pour la France et l'Angleterre en Egypte⁹, il n'était pas possible de ne pas faire mention des événements du Proche-Orient dans la déclaration du Conseil fédéral.

Devant l'Ambassadeur de l'URSS, j'ai précisé que les événements de Hongrie et ceux du Proche-Orient préoccupaient le Conseil fédéral, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque sur les faits qui menacent actuellement la paix.

Après avoir pris acte de mes déclarations sans aucun commentaire, l'Ambassadeur de l'URSS m'a déclaré qu'il désirait saisir l'occasion qui lui était offerte de m'entretenir des faits intéressant son Ambassade. Il a précisé que ces derniers jours l'Union soviétique avait été l'objet de manifestations hostiles, que des pierres avaient été jetées, que des personnes avaient cherché à pénétrer sur le terrain de l'Ambassade, que le drapeau soviétique avait été brûlé par la foule, que ce matin une manifestation avait eu lieu au moment où il quittait l'Ambassade, puis que près du Palais fédéral on avait cherché à déchirer le drapeau de l'URSS qui orne la voiture.

1. *L. H. Lamb.*

2. *F. Willis.*

3. *E. Dennery.*

4. *Il s'agit vraisemblablement de l'Ambassadeur M. S. Mehta.*

5. *P. I. Erchov.*

6. *Sur l'appel du Conseil fédéral adressé aux Grandes Puissances, cf. Nos 91 et 92 dans le présent volume. Cf. aussi la notice de M. Petitpierre du 8 novembre 1956, non reproduite (DoDiS-13215).*

7. *Sur la crise de Hongrie, cf. Nos 91 et 93 dans le présent volume.*

8. *Sur la crise de Suez, cf. Nos 80, 83, 88 et 90 dans le présent volume.*

9. *Cf. N° 117 dans le présent volume.*

J'ai déclaré à l'Ambassadeur qu'ayant été absent de Berne hier pour des raisons personnelles, je n'avais reçu encore aucun rapport sur ces événements, que je savais qu'il y a quelques jours une démarche avait été faite par le Chargé d'affaires soviétique auprès du chef du Protocole et que celui-ci avait demandé à la police de prendre les mesures nécessaires¹⁰. J'ai expliqué que les manifestations qui avaient lieu en Suisse étaient provoquées par les événements douloureux qui se produisent actuellement en Hongrie. J'ai ajouté que je me renseignerais et donnerais des instructions pour que l'Ambassade pût continuer à exercer son activité dans des conditions normales. L'Ambassadeur a répliqué que les événements de Hongrie n'avaient aucune relation avec le développement des rapports entre l'URSS et la Suisse. J'ai fait la remarque que l'on ne pouvait demander au peuple suisse de se désintéresser de ce qui se passe en dehors de ses frontières. Au cours de l'entretien, je n'ai pas exprimé de regret.

L'Ambassadeur a demandé en terminant que les mesures de police nécessaires soient prises en vue de la réception que son Ambassade donnera demain à l'occasion de la fête nationale.

10. *Pas retrouvé. Pour les mesures de sécurité des légations à Berne, cf. E 2001(E)1970/217/98.*